



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE LA COORDINATION,  
DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI DES  
POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'environnement

Arrêté n° 821/2013 du **- 7 MAI 2013**

**mettant en demeure la société MONIER de régulariser, dans un délai de quatre mois, la situation administrative de son activité d'application de peinture et de vernis qu'elle exerce illégalement sur son site de fabrication de tuiles en béton sis à Saint-Nabord.**

Le préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 511-2, L. 512-1 et L. 514-2 ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi le 13 mars 2013, à la suite d'une visite effectuée, le 8 février 2013, sur le site de l'usine de fabrication de tuiles en béton de la société MONIER sis 1, lieudit la Champagne à Saint-Nabord (88200) ;

Considérant que la société MONIER exploite une installation classée soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de Saint-Nabord, alors qu'elle ne bénéficie pas de l'autorisation préfectorale requise ;

Considérant qu'il appartient à la société MONIER de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que la société MONIER n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été soumis en ce sens le 17 avril 2013 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

### Arrête

**Article 1** – La société MONIER est mise en demeure, dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté, pour son site situé 1, lieudit la Champagne à Saint-Nabord (88200), de régulariser sa situation administrative en présentant au préfet un dossier de demande d'autorisation pour les activités qu'elle exerce au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les pièces à fournir pour la constitution de ce dossier sont celles prévues aux articles R. 512-3 à R. 512-9 du code de l'environnement.

**Article 2** - A défaut de déférer à la présente mise en demeure dans le délai fixé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, la société MONIER s'expose, indépendamment des sanctions pénales, aux sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 et L.514-2 du code de l'environnement.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MONIER et dont copie sera adressée au maire de Saint-Nabord.

Fait à Epinal, le **7 MAI 2013**

Le préfet,

Pour le Préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Vincent BERTON

Délais et voies de recours – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.